
Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1597** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

Accord du 9 novembre 2020

relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2021
(Pays de la Loire, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée)

NOR : ASET2150021M

IDCC : 1596, 1597

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FFB Pays de la Loire ;

CAPEB Pays de la Loire,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UR CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des articles 12-8.8 et 12-9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des

salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Article 1^{er}

Pour la région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2021 :

| Catégorie professionnelle | Coefficient | Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires soit 151,67 heures mensuelles) | Taux horaire minimal pour 35 heures hebdomadaires |
|---------------------------------------|-------------|--|---|
| Niveau 1 | | | |
| Ouvriers d'exécution : | | | |
| – position 1 | 150 | 1 556,13 € | 10,26 € |
| – position 2 | 170 | 1 574,33 € | 10,38 € |
| Niveau II | | | |
| Ouvriers professionnels | 185 | 1 645,62 € | 10,85 € |
| Niveau III | | | |
| Compagnons professionnels : | | | |
| – position 1 | 210 | 1 841,27 € | 12,14 € |
| – position 2 | 230 | 2 002,04 € | 13,20 € |
| Niveau IV | | | |
| Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes : | | | |
| – position 1 | 250 | 2 161,30 € | 14,25 € |
| – position 2 | 270 | 2 322,07 € | 15,31 € |

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (PF) à : 164 ;
- la valeur du point (VP) à : 9,282 ;

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (PF) à : 164 ;
- la valeur du point (VP) à : 8,299 ;

Pour le coefficient 185 :

- la partie fixe (PF) à : 164 ;
- la valeur du point (VP) à : 8,008 ;

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 210 à 270 :

- la partie fixe (PF) à : 164 ;
- la valeur du point (VP) à : 7,990.

Article 2 | Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de 10 salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux

au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3 | Application

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 4 | Durée. Dénonciation. Révision. Adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DIRECCTE. Notification devra également en être faite, dans le délai de 8 jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5 | Clause de rendez-vous

Une fois par an, les organisations représentatives se réunissent pour engager les négociations à leur niveau.

Les parties conviennent de se réunir une fois sur la période avril/mai 2021 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

Article 6 | Dépôt

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Nantes.

Article 7 | Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail.

Fait à Nantes, le 9 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)